

Riprendiamo l'articolo di Manon Aubry, pubblicato da *Le Monde* il 7/4/22.

Alcune disposizioni europee sono contrarie all'attuazione di "un programma ecologico e sociale di rottura", spiega l'eurodeputata di La France Insoumise, precisando che "disobbedire" a queste regole non significa impegnarsi nella deriva dei membri della UE come Polonia o Ungheria.

L'histoire politique de notre pays s'écrit parfois en quelques jours. La création de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) vient d'en faire la preuve.

En 1936, les forces de gauche avaient su s'unir sous la bannière du Front populaire, face à la droite qui balayait les attentes du peuple, et à l'extrême droite qui menaçait la démocratie. Quatre Vingt six ans plus tard, nous avons su, La France insoumise, Europe Ecologie Les Verts, le Parti communiste et le Parti socialiste, prendre nos responsabilités pour bâtir un programme commun ambitieux de transformation de la société et faire renaître un espoir immense dans notre pays.

Loin de la théorie d'une gauche fracturée et irréconciliable, qui n'est avancée que par des gens qui ne lui appartiennent pas ou plus, notre union répond aux attentes des électeurs : retraite à 60 ans, smic à 1 400 euros, blocage des prix des produits de première nécessité, planification écologique, garantie d'autonomie pour les jeunes sont au cœur du programme de gouvernement. Les 12 et 19 juin, l'élection d'une majorité de la Nupes améliorera immédiatement la vie de millions de personnes.

Au cœur des discussions avec nos partenaires, la question européenne, qui a durablement fracturé la gauche depuis le référendum de 2005. Des approches différentes existent et continueront d'exister. Néanmoins, une fois passées les différences de vocabulaire et les malentendus sur nos positions respectives, nous avons montré qu'il était désormais possible de s'entendre. Non pas en faisant de l'Union européenne (UE) un totem, mais en se projetant dans l'exercice concret du pouvoir.

Nombreux sont ceux qui partagent notre analyse depuis longtemps : certaines règles européennes actuelles empêchent l'application d'un programme ambitieux en matière écologique et sociale. Le droit de la concurrence bloque toute renationalisation d'EDF, empêche de reconstruire une activité de fret ambitieuse et interdit de favoriser l'agriculture et l'économie locales (comme les cantines bio et locales) dans les appels d'offres publics. Les règles budgétaires européennes entravent le financement de la transition écologique et des services publics.

Certaines dispositions de la politique agricole commune actuelle complexifient notre capacité à bifurquer vers un modèle agroécologique paysan. Nos discussions au cours des

négociations intervenues ces derniers jours et nuits ont confirmé que l'ensemble du bloc populaire pouvait converger sur ce constat. Dès lors, et malgré des échanges parfois vifs, j'ai toujours su que nous allions aboutir à une réponse commune et à une stratégie claire: celle de ne pas respecter ces règles européennes qui s'opposent à la mise en œuvre d'un programme écologique et social de rupture.

Que l'on appelle cela désobéissance ou objection, l'idée reste la même : celle de dépasser les blocages posés par certaines règles européennes à l'application de nos mesures. La désobéissance n'est dès lors pas un objectif en soi mais un moyen pour ne pas renoncer à notre ambition et respecter le mandat que nous auront donné les Français. Ce n'est ni de près ni de loin la porte ouverte à une sortie de l'Union européenne ou de l'euro. Et ceux qui le sous entendent le savent d'ailleurs parfaitement. Leur objectif est autre : semer le doute pour discréditer cette nouvelle union populaire qui les inquiète tant. C'est la seule arme des défenseurs du statu quo néolibéral, qui craignent, à juste titre, que notre stratégie change enfin la donne en Europe. Car, en désobéissant, nous entraînent avec nous d'autres Etats.

L'histoire récente nous l'apprend : cette stratégie est un élément clé du rapport de force. C'est en refusant de mettre en concurrence sa production d'eau potable que l'Allemagne a obtenu cette exemption pour toute l'UE. C'est parce que plusieurs Etats ont interdit les OGM que l'UE a fini par légaliser ces interdictions. C'est enfin, récemment, parce que l'Espagne a agi sur les prix de l'énergie face à leur explosion que des dispositifs sont en cours de création pour les réguler partout en Europe.

Arrêter la course au moins-disant

Notons d'ailleurs que les libéraux ne se privent pas de désobéir quand des règles protectrices contrecarrent leur volonté de tout déréguler. Emmanuel Macron, qui se présente comme le leader des « proeuropéens », ne respecte ni les normes européennes de qualité de l'air, ni celles sur la protection des données, ni les objectifs en matière de renouvelables. Qui osera dire qu'il cherche un Frexit ? Il est temps d'en finir avec la course au moins disant, et de défendre au contraire une logique de non régression: aucune norme européenne ne devrait s'appliquer si elle est moins ambitieuse qu'une règle nationale en matière de droits humains, sociaux et écologiques.

Cette démarche s'oppose frontalement à la dérive autoritaire et réactionnaire de la Pologne et de la Hongrie. L'extrême droite au pouvoir dans ces pays n'a pour unique but que de s'attaquer au droit à l'avortement, aux libertés des personnes LGBTI, à l'indépendance des juges et de la presse. Mateusz Morawiecki et Viktor Orban ne désobéissent pas au carcan néolibéral européen mais aux principes de l'Etat de droit, et ils s'attaquent à l'ensemble des garde-fous démocratiques. Cela, nous le combattons et le combattons toujours.

Le non des Français au référendum de 2005 a ouvert une période de division à gauche, certains refusant de voir qu'il exprimait un refus de l'extrême libéralisme, et non le rejet de l'internationalisme et du principe même de construction européenne. L'accord qui vient d'être trouvé sur cette question au sein de la Nupes amorce une nouvelle page. Dix Sept ans après le référendum sur le traité constitutionnel, il ne s'agit pas de mettre nos différences sous le tapis, mais de souligner nos convergences face aux urgences, et de démontrer qu'il est possible de rompre avec le cours libéral et productiviste de l'Union européenne.

Nous faisons le pari de la détermination et de la mobilisation collective du peuple pour reprendre notre destin en main. Car, comme le disait Saint Just (1767-1794), *«le bonheur est une idée neuve en Europe»*. Nous nous en donnons désormais enfin les moyens.